Questions orales

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, nous avons déjà dit que nous abordions les pourparlers avec un esprit ouvert, et qu'il y a place pour certaines modifications. J'espère que les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan adopteront la même attitude. Malheureusement, absolument rien ne laisse présager qu'ils soient disposés à bouger d'un pouce sur l'une ou l'autre de ces questions. J'espère qu'ils feront preuve de la même ouverture d'esprit que nous.

* * *

PETRO-CANADA**L'ANNULATION PAR LA BRITISH PETROLEUM DE L'ACCORD SUR LES CARTES DE CRÉDIT**

M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme Petro-Canada constitue un élément essentiel du programme énergétique national et que le ministre pense qu'il est souhaitable d'accepter que Petro-Canada joue un rôle plus étendu, je me demande si le ministre est au courant d'un communiqué de British Petroleum adressé à tous ses concessionnaires et ses négociants qui annonce qu'à compter du 30 avril 1981, l'accord au sujet de l'échange des cartes de crédit avec Pacific Petroleum, désormais Petro-Canada, sera annulé? Est-ce une restriction que le gouvernement approuve ou entamera-t-il des pourparlers pour s'assurer que les cartes de crédit de Petro-Canada seront utilisées le plus possible?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je n'entamerai certes pas des négociations au nom de Petro-Canada avec ses divers concurrents pour conclure des arrangements commerciaux entre les diverses compagnies intéressées. Je propose au député de téléphoner à Petro-Canada ou de lui écrire pour demander des explications. Je m'enquerrai volontiers en son nom et lui transmettrai plus tard les renseignements voulus s'il le préfère. Je ne suis pas au courant de cette situation qui, de toute évidence, est une décision commerciale qui doit nettement être laissée à Petro-Canada et à British Petroleum.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE**LA RECOMMANDATION CONCERNANT LE HARCÈLEMENT À CARACTÈRE SEXUEL**

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Madame le Président, c'est au ministre de la Justice que je m'adresse. Dans son rapport annuel pour l'année 1980 qu'elle a déposée hier, la

Commission canadienne des droits de la personne invite le Parlement à déclarer de toute urgence que le harcèlement de caractère sexuel constitue une forme de discrimination fondée sur le sexe et qu'il ne sera pas toléré, ajoutant que la population se rend de plus en plus compte que le harcèlement de caractère sexuel constitue un obstacle majeur à l'égalité des femmes dans le domaine de l'emploi. Étant donné que la Commission canadienne des droits de la personne recommande encore cette année au gouvernement, comme elle l'avait fait l'année dernière, d'éliminer de toute urgence le harcèlement de caractère sexuel qui constitue une forme de discrimination fondée sur le sexe, qu'entend faire le gouvernement pour donner suite à cette recommandation?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, nous étudions les recommandations de la commission qui ont été déposées lundi. S'il y a lieu, nous déposerons un bill devant le Parlement à ce sujet lorsque le Cabinet aura pris une décision.

Je ne verrais pas l'utilité de procéder très rapidement à ce moment-ci, puisque, malheureusement, depuis quelques mois, il n'y a pas eu beaucoup de temps à la disposition de la Chambre pour s'occuper de problèmes comme ceux-là alors que l'Ordre du jour a été monopolisé par autre chose.

[Traduction]

M. Robinson (Burnaby): Madame le Président, le ministre devrait parfaitement savoir qu'il y a plus d'un an que cette recommandation a été déposée. Le rapport de la Commission des droits de l'homme contient un certain nombre d'autres recommandations importantes, notamment une interdiction de la discrimination pour des raisons de convictions politiques, d'orientation sexuelle, l'abolition de la retraite obligatoire à un âge arbitraire et de la discrimination contre les femmes enceintes. Le ministre a parlé de nombreuses reprises de l'importance des droits de la personne. S'il prend ces recommandations au sérieux, je lui conseille de suivre l'avis du premier ministre . . .

Des voix: La question!

M. Robinson (Burnaby): . . . et de faire quelque chose ou de cesser de parler des droits de l'homme.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Madame le Président, l'an dernier, j'ai parlé abondamment des droits de l'homme. Voilà pourquoi nous sommes sur le point d'inscrire une charte des droits dans la constitution canadienne.

Des voix: Bravo!